

Le Parlement européen dit stop aux négociations d'adhésion de la Turquie

Union européenne Le dernier mot devra toutefois revenir au Conseil des États membres.

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

Tout va de mal en pis en Turquie. Pour l'eurodéputée socialiste Kati Piri (Pays-Bas), l'heure n'est plus aux mises en garde envers ce pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne depuis 1999. Dans son rapport sur la Turquie voté ce mercredi durant la plénière strasbourgeoise, elle a demandé et obtenu la recommandation de suspendre officiellement les négociations. Une première dans l'histoire de l'élargissement de l'Union. Jamais un pays candidat n'a subi pareil affront.

Le rappel à l'ordre n'émane cependant "que" du Parlement européen. C'est au Conseil des États membres que reviendra la décision, et le moins que l'on puisse dire c'est que Kati Piri le trouve faiblard face à Ankara. "Le Conseil n'a jamais dit clairement que des lignes rouges avaient été franchies!", s'exclame-t-elle. *Pourquoi fait-il semblant de continuer les négociations?"*

Arrestations aussi innombrables qu'arbitraires après la tentative de coup d'État de 2016 et l'état d'urgence qui a suivi, mises en détention de 80 maires du sud-est du pays ainsi que de personnalités comme Selahattin Demirtas, député d'origine kurde leader du Parti démocratique des peuples (HDP) ou Osman Kavala, homme d'affaires et mécène accusé, sans preuve à ce jour, d'avoir trempé dans la tentative de putsch, etc. La liste des lignes rouges franchies est longue dans le rapport de Kati Piri.

Continuer à soutenir le peuple turc

"Dès juillet 2017, nous avons prévenu que si la réforme constitutionnelle était mise en place nous demanderions la suspension du processus d'adhésion, rappelle-t-elle. C'est fait. Tous les pouvoirs sont désormais aux mains du président Erdogan. Nous considérons que l'on ne peut plus négocier mais nous voulons continuer à soutenir

le peuple turc en demandant que les financements liés au plan de pré-adhésion [600 millions par an] soient directement déployés auprès de la société civile sans passer par Ankara."

User du levier économique

C'est la teneur du message envoyé avec force par le Parlement au Conseil (309 voix pour, 109 contre et 143 abstentions).

Avec une suggestion de stratégie: se servir du levier de la modernisation de l'union douanière et de la question des visas pour inciter la Turquie à revenir à de meilleures pratiques démocratiques.

"L'Union est un partenaire économique essentiel pour ce pays officiellement en récession depuis hier, précise la rapporteure. Je suis favorable à ce qu'il n'y ait plus de rencontre dans le cadre de l'adhésion mais des réunions annuelles sur ces sujets économiques en les liant au respect des droits fondamentaux."

Reste à savoir si, face aux pressions préconisées par le Parlement, la Turquie ne ripostera pas en remettant en cause l'accord Union européenne/Turquie sur la gestion des flux migratoires. Kati Piri ne le pense pas. *"Malgré tous ses défauts, l'accord fonctionne mieux qu'on ne pouvait l'imaginer et mon rapport pointe tout ce que la Turquie fait en matière d'accueil pour les réfugiés syriens, c'est-à-dire beaucoup plus que bien d'autres pays."*

Elle est en revanche certaine de la manière dont son rapport sera accueilli en Turquie: "Texte nul et non avénu, rapporteure pas neutre...", les commentaires lui semblent écrits d'avance. En charge de la Turquie durant les deux dernières législatures, elle y est habituée.

La façon dont le Conseil fera usage du vote du Parlement européen l'intéresse beaucoup plus. Peut-on espérer une réelle prise en compte en lieu et place d'un classement sans suite?